

PERSPECTIVES 2013

Hubert Vedrine

Perspectives 2013

La première caractéristique de 2013 est que cette année n'a aucune raison d'être très différente des précédentes, mis à part les événements imprévus qui surviendront et qui...par définition ne sont pas prévisibles! En réalité, spectaculaires ou non, les tendances de fond qui sont à l'œuvre depuis la fin du monde bipolaire et le début du monde globalisé, en 1992, et que la crise financière occidentale accélère depuis 2008, se poursuivent. Les occidentaux vont rester longtemps les plus puissants et les plus riches, mais ils perdent du terrain, relativement, puisque les émergents continuent d'émerger. On ne mesure pas encore complètement ce que cela signifie pour nous. Certains de ces pays ont déjà émergés, et commencent à connaître des problèmes de maturité. La Russie n'émerge pas, mais peut inquiéter. Sans surprise ces pays sont d'accord pour contester «l'ordre du monde de 1945» et le poids disproportionné, à leurs yeux, des occidentaux, mais sur les solutions ils divergent et économiquement, ils sont autant en compétition entre eux qu'avec les pays de l'OCDE. Les occidentaux peinent toujours d'avoir à s'adapter à un monde où ils n'ont plus le monopole de la puissance et de l'influence. Les américains souffrent dans l'idée qu'ils se font de leur puissance. Ils ont quand même réélu Barack Obama, qui comprend ce monde, mais beaucoup d'entre eux s'inquiètent de ne voir arriver ni John Wayne ni la cavalerie pour mettre de l'ordre dans le désordre général. Au contraire, façon XIX^e siècle ou années 1920-1930, certains seraient tentés, à la faveur de l'autonomie énergétique annoncée, par un impossible isolationnisme... Obama va-t-il pouvoir consacrer une énergie suffisante à d'autres sujets qu'à réduire la dette et le déficit américain abyssal, à éviter la falaise fiscale, à surmonter la paralysie des institutions, à faire régresser la folie des armes à feu, à redresser l'économie (ce pour quoi il a été élu), à pousser sans trop le proclamer à une sorte de transition énergétique? La réponse semble être oui si l'on en juge par les personnalités qu'il vient de proposer de nouveau à la tête du département d'État, de la CIA et du Pentagone: John Kerry, John Brennan et plus encore, Chuck Hagel, ce qui semble annoncer une politique étrangère ambitieuse. Y compris au moyen orient. Certains acteurs du jeu mondial (Russie, Chine, Israël, Iran) pourraient être tentés de profiter d'une période où le président des États-Unis sera absorbé par des problèmes intérieurs très compliqués à gérer pour avancer leurs propres pions... Comme l'a envisagé Anne-Marie Slaughter, les alliés des États-Unis pourraient aussi s'adresser à eux. Par exemple pour leur demander de mettre en ordre leurs dépenses publiques. Mais aussi j'ajoute, d'être plus audacieux dans leur «écologisation». Le grand défi chinois, lui, et la réponse qu'il appelle, s'étendra sur des années, pour ne pas dire des décennies... d'autant que, même plus sûrs d'eux, les chinois n'ont sans doute pas arrêté l'usage exact qu'ils feront de leur puissance croissante. Sans doute pas puissance idéologiquement prosélyte, mais vraie puissance géopolitique quand même. Pendant ce temps, la re-régulation (pour une économie «post-bulles») avance trop lentement. Elle est déjà contournée par avance par des comportements financiers toujours à haut risque. (Pour les autres) Le rythme de l'indispensable «écologisation» reste très inférieur à la dégradation accélérée du patrimoine terrestre vert, même s'il y a des avancées scientifiques et techniques et une évolution des comportements. Le jury Nobel pour l'économie, qui avait récompensé en 1971 l'invention du PIB serait d'ailleurs bien inspiré de consacrer un jour celui qui aura défini un PIB vert si incontestable que le marché sera obligé de l'intégrer dans ses calculs de rentabilité... (Quant aux européens, ils sont désemparés par le contraste entre leurs chimères idéalistes et la rudesse de la compétition dans laquelle ils sont jetés, bon gré mal gré. Cependant, au bout de trois ans de crise grecque et de l'euro, les 17 gouvernements de la zone euro sont en train d'accoucher du fameux gouvernement économique de la zone euro, sur le principe duquel l'accord n'avait pas pu se faire en 1990/1991 entre les allemands, les français et les autres. On va donc en Europe vers une confédération d'États-nations à 27 (ou plus), dont encore la Grande Bretagne (Cameron peut gagner son référendum s'il a lieu après les prochaines élections britanniques), avec une zone euro déjà très large (plus de 17 pays), plus intégrée. Cette zone euro devait absolument assainir ses finances publiques (seule leur impunité monétaire permet aux États-Unis de ne pas être obligés d'en faire autant) mais le rythme et les modalités trop brutales que l'Allemagne de Mme Merkel a fait prévaloir pour cela devront être assouplies en 2013 pour éviter une récession en Europe, ce qui répondra - un peu- aux demandes du président Hollande d'une politique de croissance en Europe. Sauf si le contribuable allemand passe toujours avant tout autre considération. Le gouvernement de la zone euro devra se préoccuper de réduire la dette, mais aussi de croissance, de compétitivité, et même des taux de change. Les fédéralistes vont essayer d'aller plus loin, à l'occasion des élections européennes de 2014, mais ils n'entraîneront que peu d'électeurs, et auront du mal. A propos du monde arabe, on ne parlera plus de saisons (printemps, hiver) mais d'un long processus instable de démocratisation plus ou moins chaotique, parfois tragique, et étudier au cas par cas. Les faiseurs de pronostics devront se montrer plus prudents. Il faudra observer si la mouvance des Frères musulmans - au pouvoir- restera homogène en se radicalisant face aux difficultés et aux frustrations ou, au contraire, en devenant plus pragmatique, plus «gouvernementale». Le plus perturbant pour les occidentaux sera d'avoir aussi peu de prise sur un phénomène à rebondissements qui a une certaine importance pour eux et qui échappe à ses protagonistes eux-mêmes. Dans ce contexte général, l'idéal pour les occidentaux, pour défendre légitimement dans la durée leurs intérêts tout en accueillant avec réalisme la redistribution des forces en cours, et en surveillant la montée des tensions en Asie - ce n'est pas incompatible- serait de coordonner leurs politiques autour de quelques grands objectifs et de se mettre systématiquement d'accord sur chacun des sujets «globaux» (réforme des institutions multilatérales, régulation financière, croissance, écologisation) avec deux ou trois émergents. S'ils y parviennent leur influence ne déclinera pas.



Source:<https://www.hubertvedrine.net>

Homepage > Publications > Perspectives 2013



08/01/2013